

PLR DISTRICT DE NEUCHÂTEL

MARIN 11 MARS 2009

Il n'y a pas de libéralisme sans valeurs

de

Dick Marty

J'aimerais vous dire mon plaisir d'être avec vous ce soir à la veille d'une importante confrontation électorale. Avec Neuchâtel, vous le savez, j'entretiens une relation longue et privilégiée qui est passée à travers différentes saisons qui toutes m'ont laissé des souvenirs inoubliables: des excursions sur les crêtes de Tête de Ran, lorsque enfant j'étais en vacances chez mes tantes et mes oncles, aux études universitaires à l'Avenue du 1° Mars et au Foyer des Etudiants au Faubourg de l'Hôpital. Le cycle des saisons n'est pas terminé puisque je participe depuis de nombreuses années à la vie passionnante de l'entreprise des Gouttes d'Or, certainement un des emblèmes de la belle réalité neuchâteloise.

Je vous remercie de votre invitation et je vous assure que apprécie vivement cette marque d'estime envers un neuchâtelois d'adoption de l'extérieur mais pas tout à fait étranger à la vie et aux émotions de ce canton et avec tout de même une partie de son identité génétique d'origine locale contrôlée.

Un acte d'amitié, donc, mais aussi - je le crains - un choix téméraire. Manifestement vous aimez le risque. Vous n'êtes certainement pas sans savoir que je ne suis probablement pas le plus apte pour incarner l'orthodoxie du Parti Libéral Radical suisse actuel. En d'autres mots, pour prendre une image aussi paradoxale qu'improbable, si le parti devait disposer d'une congrégation pour la doctrine et la foi non seulement je n'en ferai pas partie mais j'aurais vraisemblablement de sérieux problèmes avec elle. Mais, justement, se reconnaître libéral, signifie refuser les dogmes et les certitudes définitives, se questionner continuellement sur les choix les plus appropriés, admettre qu'on peut se tromper, bref, se confronter avec une réalité continuellement en mouvement.

"Il n'y a pas de libéralisme sans valeurs". je me rends compte que le titre de ces quelques propos est ambitieux, pour ne pas dire prétentieux. C'est le risque que l'on encourt lorsque on donne un titre avant même d'avoir vraiment réfléchi à ce qu'on va dire. Parler de valeurs est aujourd'hui considéré, du moins dans de nombreux milieux, comme suspect ou, du moins, dépassé. Je ne suis pas un nostalgique, je ne suis pas de ceux qui pensent que le passé était toujours meilleur. J'estime néanmoins que l'histoire constitue à la fois un patrimoine précieux et un enseignement important pour faire face aux défis d'aujourd'hui et de demain. Négliger l'histoire est donc un appauvrissement et un danger, tout comme refuser de voir que le monde est en train de changer.

Les Suisses ont fait preuve d'un extraordinaire courage et d'une remarquable prévoyance en adoptant la constitution de 1848. Seul, au milieu d'une Europe hostile et autocrate, notre Pays a alors opté avec conviction pour la démocratie, le libéralisme et les libertés individuelles. Ce fut un choix progressiste, révolutionnaire, qui donna naissance à la Suisse moderne, un formidable acte de confiance dans ses propres moyens et dans l'avenir. C'était aussi la Suisse de grandes personnalités qui avaient le courage de oser, comme Alfred Escher, le père visionnaire de notre infrastructure ferroviaire et financière - rappelons seulement le tunnel du Gothard et la fondation du Crédit Suisse - ou encore

comme le tessinois Stefano Franscini, qui rêva de la première université fédérale suisse et qui réalisa l'Ecole polytechnique de Zurich. Des radicaux, bien sur, comme radicale était alors la très grande majorité de la classe politique suisse.

Les défis aux quels notre pays est aujourd'hui confronté sont certes très différents, mais comme hier les choix sont cruciaux et requièrent clairvoyance, détermination et courage. L'Europe est aujourd'hui démocratique, prospère et a entamé un formidable processus d'unification. Le monde est toujours plus petit, plus interconnecté et interdépendant, comme le démontre d'une façon dramatique l'actuelle crise financière et les dégringolades successives des économies nationales, à l'image d'un gigantesque jeu de domino.

Le libéralisme est sorti vainqueur de la longue confrontation avec le système collectiviste. Une victoire qui semble aujourd'hui avoir un goût amer. Les excès et les abus commis en son nom sont en train de porter des coups dévastateurs au système libéral. Oui, ce que des décennies de communisme et d'attaques de tout genre de la gauche n'ont pas réussi à ébranler, c'est une droite égoïste et avide, souvent avec le support de mouvements populistes et nationalistes qui le réalise. Le véritable ennemi, un ennemi mortel, du libéralisme est bel et bien le néolibéralisme.

Il est devenu difficile aujourd'hui de se battre pour un modèle de société et pour une politique fondée sur la raison. Nous vivons une saison où l'on préfère les émotions immédiates et éphémères ainsi que le sensationnalisme. Les perspectives sont souvent réduites à ce que la presse écrira le dimanche suivant, dans la meilleure des hypothèses à la prochaine élection. Être raisonnable n'est pas tendance, la une étant plutôt réservée à ceux qui privilégient les excès et la démesure. C'est indiscutablement un problème pour un parti qui, comme le nôtre, se fonde sur la responsabilité et la liberté individuelle. La tentation est alors de suivre le modèle qui a actuellement le plus de succès; plus de succès électoraux, mais certes pas des succès en des termes de réalisations en faveur du pays. On critique ainsi notre parti d'être trop souvent dans le sillage de l'UDC. Pas tout à fait tort, je crains. Je n'ai pas compris, par exemple, l'empressement avec lequel nous avons soutenu Blocher dans la révision de la loi sur l'asile et je n'oublierai jamais ce jeudi lorsque la quasi totalité du bloc dit bourgeois des Etats a adopté la proposition de refuser non seulement l'aide sociale mais même l'aide d'urgence aux requérants qui avaient fait l'objet d'une décision de non-entrée en matière; une décision honteuse qui a été heureusement corrigée par la suite par le National. Comme je n'ai pas compris les raisons qui ont poussé le PLR à soutenir si activement l'élection de Blocher en 2003, encore moins à vouloir le réélire en 2007. Non seulement cet engagement me paraissait injuste, mais en plus il ne s'est même pas avéré payant, ni politiquement, ni d'un point de vue électoral. Si j'exprime cette critique ce soir c'est parce que je l'ai fait au moment du choix devant les assises du parti. Etre libéral c'est aussi être libre d'esprit, de pouvoir le manifester et de se confronter dialectiquement avec ses amis politiques qui ont une autre position.

Oui, être libéral n'est pas se renfermer dans une discipline rigide de parti, peut-être dans l'espoir d'une récompense en termes de carrière, mais, à mon sens, c'est se reconnaître dans des valeurs communes. J'ai cité la responsabilité et la liberté, c'est important mais c'est encore beaucoup trop vague. Il est facile d'invoquer la responsabilité personnelle lorsqu'on a une bonne instruction et une situation sociale et professionnelle stable et avantageuse. L'application de ces principes devient plus complexe, en effet, lorsqu'on a à faire à des personnes pénalisées d'un point de vue physique, psychique ou social. Il ne peut donc y avoir de responsabilité et de liberté sans une véritable solidarité et sans mettre au centre de notre attention l'être humain avec sa dignité et l'intangibilité de ses droits fondamentaux.

Les droits de l'homme sont en effet indissociables d'une approche libérale, contrairement aux régimes collectivistes qui mettent au dessus de tout l'intérêt du système, même au prix de l'individu. Or, ces dernières années nous assistons à une inquiétante érosion des droits de l'homme. Cela, hélas, aussi avec la complicité de forces qui se réclament du libéralisme et dans une navrante indifférence des partis politiques, abandonnant ainsi le terrain à la gauche, comme si celle-ci avait le monopole de ces valeurs. La menace terroriste est devenue le prétexte pour opposer la sécurité à la liberté, oubliant délibérément que d'autres fléaux font bien plus de dégâts en termes de vies humaines et de coûts économiques et sociaux; je pense notamment à la traite des êtres humains, aux trafics d'armes et de drogue, ou à la corruption. La lutte contre ces menaces doit se fonder sur la mise à dispositions de moyens, humains et matériels, non sur la violation des normes fondamentales que nous nous sommes nous-mêmes données. J'ai été atterré de constater qu'il y a eu des débats entre intellectuels pour dissenter sur l'emploi légitime de la torture dans certaines circonstances, mettant ainsi en discussion un interdit absolu qui a marqué une étape importante de notre civilisation. Cette relativisation de principes fondamentaux est alarmante et l'autisme de la politique à ce sujet me désole.

J'ai reçu le mandat de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe d'enquêter sur les agissements illégaux de la CIA en Europe et sur les éventuelles complicités des Etats membres du Conseil de l'Europe. Ce que j'ai pu découvrir est inquiétant. L'administration Bush a fait des choix scélérats, certes, mais ce qui m'a le plus choqué est l'hypocrisie de l'Europe, son double langage, son silence. En cette circonstance aussi, j'ai dû constater l'indifférence de la politique, y compris celle de mon parti. Depuis bientôt deux ans, il ne se passe presque pas de semaines sans que de ce côté ou de l'autre de l'Atlantique des révélations viennent confirmer le contenu de mon rapport. Tout récemment, par exemple, la preuve a été administré que Tony Blair a menti à la Chambre des Communes, ce qui a obligé le gouvernement actuel à s'excuser. On m'a souvent demandé les raisons de cet engagement en faveur de personnes qui nous sont tellement lointaines: elles sont musulmanes, elles ont vraisemblablement une autre philosophie de vie et, surtout, aux yeux de bien de gens il doit nécessairement s'agir de terroristes, du moment qu'elles ont été ou croupissent toujours à Guantanamo ou dans une autre prison secrète. C'est jeter aux orties le principe fondamental de la présomption d'innocence et oublier que ces personnes ont été arrêtées illégalement et qu'aucune accusation n'a été formulée à leur encontre après des années de détention, de torture et de toute sorte d'humiliations. En guise de réponse permettez-moi de vous lire le célèbre poème du pasteur Martin Niemöller:

Lorsque les nazis sont venus chercher les communistes

Je me suis tu, je n'étais pas communiste.

Lorsqu'ils sont venus chercher les syndicalistes

Je me suis tu, je n'étais pas syndicaliste.

Lorsqu'ils sont venus chercher les sociaux-démocrates

Je me suis tu, je n'étais pas social-démocrate.

Lorsqu'ils sont venus chercher les juifs

Je me suis tu, je n'étais pas juif.

Puis ils sont venus me chercher

Et il ne restait plus personne pour protester.

En fait, je crois que si on n'est pas capable de se battre pour la liberté des autres nous ne serons jamais à même de défendre efficacement la nôtre.

On a fait dire au libéralisme que le marché règle tout ou presque et que l'Etat doit être le plus modeste et discret possible. La liberté individuelle, l'initiative privée et le sens de

responsabilité sont certes les éléments essentiels du progrès d'une société. Il est vrai, aussi, que si on respectait toujours des valeurs éthiques on pourrait faire à moins de nombreuses lois et réglementations. Longtemps le système bancaire suisse a été caractérisé par la prudence de ses dirigeants, par leur profond attachement au pays et par leur droiture morale. Un quarteron de brebis galeuses à jeté le discrédit sur toute une catégorie professionnelle et a plongé le pays dans une crise grave et profonde. Voilà pourquoi je crois à l'exigence d'un Etat fort, capable de faire respecter les règles du marché et la primauté du droit. Un Etat fort ne signifie pas un Etat pesant et omniprésent, mais souple et crédible, à même d'intervenir rapidement avec les moyens adéquats lorsque cela se révèle nécessaire.

Je ne pense pas que la politique doive se réduire à continuellement réclamer des baisses d'impôts et à être le porte parole de toute sorte d'intérêts particuliers. Nous le savons, l'intérêt général n'est jamais égal à la somme des intérêts particuliers. Voilà pourquoi je suis convaincu que notre parti doit s'investir beaucoup plus dans la défense et le renforcement de nos institutions. La séparation des pouvoirs ne doit pas être réduite à un souvenir poussiéreux qui nous rappelle vaguement un certain Montesquieu. C'est un principe fondamental, plus actuel que jamais, une garantie nécessaire pour un véritable "check and balance" dans l'exercice du pouvoir et la protection des libertés fondamentales. Or, ce principe dénote des signes inquiétants de fatigue aussi dans notre pays. La délégation des commissions de gestion a dénoncé - hélas bien tardivement - les agissements du Conseil fédéral qui, cédant aux pressions américaines, est intervenu dans une procédure pénale en cours, a saisi et détruit des moyens essentiels de preuve. Une fois de plus, l'inertie des partis politiques dans cette affaire me désole. La gravité est telle qu'à mon sens une commission parlementaire d'enquête devrait être au moins envisagée. Je pourrais encore citer l'affaire SWIFT: la CIA contrôle depuis 2002 tous nos paiements bancaires internationaux et même une partie des paiements internes. Non seulement nos autorités ont maintenu le silence jusqu'au moment où la presse a révélé cette affaire, mais le Conseil fédéral a même refusé au Ministère public l'autorisation d'ouvrir une procédure pour violation du secret bancaire. Et je pourrais continuer avec d'autres affaires encore. Il faudrait aussi parler de l'affaiblissement du rôle du Parlement: alors qu'on fait des batailles mémorables pour quelques millions en plus ou en moins en faveur de Pro Helvetia ou de Suisse Tourisme, les Chambres n'ont pratiquement rien eu à dire aux sujets des milliards dépensés dans les affaires Swissair et UBS, sinon pour se prêter à un semblant de débat qui n'avait de but que d'impartir une bénédiction post-mortem. En fait, les événements de ces derniers mois nous démontrent une fois de plus que nos institutions ne paraissent plus adéquates à faire face aux rythmes actuels et aux crises qui peuvent nous atteindre d'une façon soudaine.

Je n'affronterai pas le sujet du secret bancaire, cela mériterait une soirée entière. En fait on pourrait dire que ce que la gauche et Jean Ziegler n'ont pas réussi à faire en des décennies d'efforts, les dirigeants de l'UBS l'ont fait avec une aisance époustouflante. Il serait néanmoins faux de prétendre qu'il n'y avait pas depuis longtemps déjà des signaux d'alerte. En en faisant un mythe et un tabou, on a sacralisé le secret bancaire et on s'est mis dans l'incapacité de réagir à temps et d'anticiper les événements. Lorsqu'on affirme "urbi et orbi" que le secret bancaire n'est pas négociable on ne peut pas, le jour après, livrer en dehors de la loi et des procédures des listes de clients sans subir de lourdes pertes en termes de crédibilité. Au début des années Quatre-vingt des jeunes magistrats en poste en de lointaines provinces réclamaient des normes contre le blanchiment d'argent: en cette période des émissaires débarquaient en Suisse presque chaque jour avec des valises pleines de billets de banque en provenance de pays à l'époque aussi peu fiables que la Colombie ou la Bulgarie; après en avoir vidé le contenu sur les tables de

discrets salons de quelques grandes institutions financières à Zurich ou Genève, ils repartaient aussitôt avec le correspondant en lingots d'or. Pour avoir dénoncé ces pratiques, on a été taxés d'ennemis de la place financière suisse par certains manitous de ce qu'on appelle les grandes banques. Le hasard a voulu que vingt ans plus tard je sois rapporteur au Conseil des Etats au sujet de la révision des normes pénales sur le blanchiment, exactement celles que nous avons réclamées depuis si longtemps et qui sont citées aujourd'hui avec orgueil par les banquiers mêmes. Vingt ans de temps de perdu et d'énormes dégâts d'image qu'on aurait pu aisément éviter.

Je crains, hélas, que nous vivrons un drame semblable avec nos rapports avec l'Europe. On considère aujourd'hui comme politiquement absolument incorrect d'insinuer que la voie bilatérale soit en train de s'enfoncer dans cul-de-sac. Pourtant cette voie devient de plus en plus impraticable avec une Union Européenne qui compte désormais 27, bientôt 30 états membres, surtout une voie qui nous prive progressivement de notre souveraineté: nous sommes toujours plus contraints de reprendre les réglementations européennes sans avoir rien à dire lors de leur élaboration, nos intérêts étant défendus parfois selon le bon vouloir des luxembourgeois ou des autrichiens. C'est vrai, aujourd'hui encore la majorité du peuple est contraire à une adhésion. Ce n'est pas une raison pour lui mentir. La politique ne peut être réduite simplement à dire ce que la majorité aimerait entendre dire.

Le libéralisme est actuel, oui, plus nécessaire que jamais, le vrai libéralisme, le libéralisme qui a contribué d'une façon déterminante au succès extraordinaire du modèle suisse. Etymologiquement il contient la notion de liberté, un de nos biens les plus précieux. Mais il ne peut y avoir de véritable liberté sans justice. Les inégalités sociales et la perte de tout sens éthique dans certains domaines de l'économie doivent nous interpeller et nous amener à réagir. Oui, il ne peut y avoir de libéralisme sans une constante tension éthique. C'est pour ces valeurs que nous devons nous battre, c'est pour ces valeurs que vous devez gagner!